

Stratégie et politique : de Marx à la III^e Internationale

lundi 13 août 2007, par [BENSAÏD Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mai 2007).

Contribution présentée au Séminaire Marx : « Marx au XXI^e siècle : l'esprit & la lettre ».

Sommaire

- [Débats fondateurs](#)
- [Révolution dans la révolution](#)
- [Hypothèses stratégiques](#)
- [Grève générale insurrectionnel](#)

Chez Marx et Engels, la question stratégique est peu développée. Il existe un hiatus entre l'attention qu'ils portent à la spontanéité sociale et à ses inventions (attention à la mesure de leur méfiance envers le volontarisme blanquiste et le culte conspiratif de l'action minoritaire), et une pensée stratégique parfois rabattue sur son aspect directement militaire, pour lequel se passionnent non seulement Engels, mais Marx aussi dans ses articles sur la guerre de Sécession ou celle guerre de Crimée. Il arriva même à Engels d'évoquer la révolution comme « *un phénomène purement naturel commandé par des lois physiques* » [1].

La question stratégique émerge donc de façon intermittente, en rapport étroit avec les moments d'intensité révolutionnaire (révolutions de 1848, Commune de Paris). L'énigme de la métamorphose du « rien » en « tout », - d'une classe exploitée, dominée, et mutilée par le travail - en classe hégémonique capable de changer le monde, semble résolue par un pari sociologique sur le fait que la croissance et la concentration du prolétariat entraîneraient mécaniquement une élévation de sa conscience collective et un progrès de ses modes d'organisation.

L'intermittence de l'organisation politique, que Marx appelle aussi « *le parti éphémère* » pour le distinguer du « *parti historique* » qui ne serait rien d'autre que le mouvement d'auto-émancipation de la classe en tant que telle, apparaît comme la conséquence des intermittences de l'occasion révolutionnaire. C'est pourquoi Marx a prôné par deux fois la dissolution des partis qu'il avait contribué à fonder, la Ligue des communistes en 1852 et l'Association internationale des travailleurs en 1874 : « *Je te ferai observer qu'après que, sur ma demande, la Ligue (des communistes) eut été dissoute en novembre 1852, je n'ai appartenu et n'appartiens à aucune organisation secrète ou publique, autrement dit le parti, dans le sens tout à fait éphémère du terme, a cessé d'exister pour moi depuis huit ans. En outre, j'ai essayé d'écarter ce malentendu qui ferait comprendre par parti une Ligue morte depuis huit ans ou une rédaction de journal dissoute depuis douze ans. Lorsque je parle cependant de parti, j'entends le terme parti dans son sens large, historique* » [2]. Autrement dit, il faut savoir se défaire d'un parti prétendu révolutionnaire quand la défaite le

transforme en « *pépinière de scandales et de bassesses* ».

De même, Engels commente dans une lettre à Becker [3] la dissolution de l'AIT après l'écrasement de la Commune et la réaction qui s'ensuivit : « *Au demeurant, l'Internationale continue effectivement de subsister. La liaison entre les ouvriers révolutionnaires de tous les pays, pour autant qu'elle puisse être efficace, est là..., et je ne vois pas en quoi le regroupement de tous ces petits centres autour d'un centre principal pourrait donner une force nouvelle au mouvement, cela ne ferait qu'augmenter les frictions. Néanmoins, le moment venu, il importera de rassembler les forces pour toutes ces raisons, il faudra une longue préparation* ». Engels recommande donc de ne pas « *galvauder* » cette nécessité par la reconstitution prématurée d'une « *Internationale officielle* », réduite par la force des choses à une société de propagande. L'opposition entre « *Internationale officielle* » et « *Internationale de fait* » prolonge la distinction de Marx entre parti éphémère et parti historique.

Au début du XX^e siècle, le jeune Trotsky et Rosa Luxemburg restèrent dans une large mesure tributaires de ce déterminisme sociologique. Pour Trotsky, les « *intérêts du prolétariat* » sont « *si puissants et si inéluctables qu'ils le contraignent finalement à les faire passer dans son champ de conscience, c'est-à-dire à faire de la réalisation de ses intérêts objectifs son intérêt subjectif* ». Périlleuse dialectique de l'objet et du sujet, de l'en-soi et du pour-soi ! Qui aboutit à un véritable credo : « *la foi dans la destinée révolutionnaire de la classe ouvrière* » et « *dans la réception inévitable des idées révolutionnaires comme celles qui conviennent le mieux au mouvement historique du prolétariat* » [4]. Il s'agit bien là d'un acte de foi dans le sens de l'histoire. De même pour Rosa Luxemburg, la social-démocratie n'est rien d'autre que le « *mouvement propre de la classe ouvrière* », formule au demeurant très proche de celles du *Manifeste du Parti communiste*.

Débats fondateurs

Les débats stratégiques fondateurs prennent donc forme au début du XX^e siècle dans les rangs de la grande social-démocratie allemande. L'Etat parlementaire rend alors la lutte politique plus complexe et semble ouvrir, grâce au suffrage universel, une perspective de conquête graduelle du pouvoir : il devient ainsi imaginable que la majorité politique (électorale) finisse par rejoindre, ainsi que le répétera François Mitterrand au soir de sa première élection à la Présidence, la majorité sociale. Cette perspective traduit et entretient l'illusion d'une homogénéité ou d'une continuité entre le politique et le social. D'autre part, période de croissance de capitalisme dément les illusions de son effondrement inéluctable. Enfin, la croissance du prolétariat n'entraîne pas la disparition de classes moyennes (de la petite bourgeoisie) sans cesse renaissante.

Edouard Bernstein en tire plusieurs conséquences. Celle, d'abord, d'une longue marche dans les institutions comme voie d'accès à l'exercice du pouvoir. Celle, ensuite d'une continuité idéologique entre libéralisme et socialisme : « *Pas une idée libérale qui n'appartienne en même temps aux idées socialistes* ». Il relativise en conséquence la question de la propriété, pourtant cruciale depuis la naissance du mouvement socialiste, au profit d'une simple régulation juridique

des rapports sociaux : « *La moindre loi de fabrique renferme plus de socialisme que toute nationalisation* ». Il en tire enfin la conclusion logique : « *Là où l'Etat est moins rentable, il faut donner l'avantage au privé* ». C'était presque aussi beau que du Rocard en 1977 devant le Forum patronal de *L'Expansion* ou comme du Ségolène Royal. Ce socialisme parlementaire relooké donne une importance nouvelle à la question des alliances de classes – notamment sur le terrain électoral – et diminue d'autant l'importance de la spontanéité ouvrière.

Dès lors que le mouvement est tout, et que le but n'est rien, cette vision laisse peu de place à la question stratégique. C'est déjà la « force tranquille » qui s'avance – sans rupture ! – à pas de sénateur sur la voie romaine de l'histoire.

Angelo Tasca a parlé à ce propos d'un « *socialisme hors du temps* », sans cibles ni échéances, sans solutions de continuité, ni changements de rythme. Or, le temps stratégique est précisément un temps brisé, « *kairotique* », scandé d'instant propices et d'opportunités qu'il faut saisir, tout le contraire donc d'une durée uniforme, « *homogène et vide* ».

Face à ce qui apparut comme une grave révision de l'orthodoxie, Kautsky s'en fit le champion contre Bernstein. Lénine, virtuose pourtant de la « lecture symptômale », fit des *Chemins du pouvoir* (1909) son livre de chevet. Il se déclarait en parfait accord et restait aveugle à ce qui, quand on connaît sa propre logique, aurait dû lui apparaître comme des énormités : « *Le parti socialiste est un parti révolutionnaire. Il n'est pas un parti qui fait des révolutions. Nous savons que notre but ne peut être atteint que par une révolution, mais nous savons aussi qu'il ne dépend pas de nous de faire une révolution, ni de nos adversaires de l'empêcher. Nous ne songeons donc nullement à provoquer ou à préparer une révolution. Et comme nous ne pouvons pas faire une révolution à volonté, nous ne pouvons pas dire le moins du monde quand, et sous quelle forme elle s'accomplira.* » Qu'on ne puisse décréter une Révolution, ou tout autre événement, ni déclencher à volonté un soulèvement de masse, cela relève du bon sens. Prétendre que les adversaires n'ont aucun moyen de l'empêcher est déjà beaucoup plus imprudent et rassure à trop bon compte, comme les coups d'Etat en Indonésie (1965) ou au Chili (1973) l'ont cruellement rappelé : la détention du pouvoir d'Etat et de ses organes répressifs permet aux dominants en situation critique, de prendre l'initiative et d'écraser dans l'œuf une révolution naissante. C'est une des conséquences stratégiques élémentaires de l'asymétrie entre dominés et dominants. S'il est vrai de dire, comme Kautsky, qu'on ne « fait » pas une révolution à sa guise, il est en revanche fort discutable d'en conclure comme il le fait qu'on ne saurait donc la préparer et s'y préparer.

C'est cette position passive qui lui valut de la part de ses opposants, en l'occurrence de Pannekoek, la caractéristique pertinente de « *radicalisme passif* ».

Pour Kautsky, la révolution se limite en effet à « *un déplacement de forces dans l'Etat* » et à « *la conquête des pouvoirs publics* ». La dictature du prolétariat, dont il se réclame en bon orthodoxe, se réduit alors à l'occupation « *d'une position dominante dans l'Etat* » et à « *l'expression de l'hégémonie politique du prolétariat* ». La conquête du pouvoir signifie l'investissement de l'Etat et des institutions existantes, dans la mesure où, si l'Etat moderne demeure un « *instrument de domination de classe* », ses fonctions sociales augmentent, provoquant d'ailleurs la réaction manchestérienne (libérale) contre l'Etat social

naissant : « *L'action économique de l'Etat moderne est l'origine naturelle de l'évolution qui conduit à la société socialiste.* » [5]. Il s'agit donc de transformer l'Etat en « *grande coopérative économique* » conformément à une « *nécessité implacable de l'évolution économique* ». Dans ce grand Etat moderne, il ne peut être question de rendre le Parlement superflu, mais tout au plus d'en corriger l'action dans certains cas particuliers : « *Tant qu'existera l'Etat moderne, le centre de l'action politique sera toujours le Parlement* », et dans la République parlementaire, la question politique cruciale est celle du suffrage [6].

A la différence de Bernstein, Kaustky relativise la question des alliances en misant la croissance organique de la masse ouvrière qui deviendrait « *de plus en plus nombreuse et de plus en plus puissante* ». Mais il rejette aussi l'anarchisme en tant qu'« *utopie prolétarienne* » qui « *aboutit tôt ou tard à un syndicalisme purement corporatif ou à un corporatisme anti-politique.* » Il prône enfin « *une défiance totale à l'égard de tous les partis bourgeois* », s'érigeant en gardien d'un « *socialisme pur* » auquel la logique du progrès et la victoire promise au *happy end* garanti de l'histoire, épargnerait les compromissions compromettantes. Il suffirait donc de se livrer patiemment à une accumulation passive de forces : « *Il est nécessaire de garder notre poudre au sec pour la prochaine grande bataille* » - c'est-à-dire pour les prochaines élections au Reichstag ! A la différence de Kropotkine, prétendant que « *le peuple sent toujours correctement la situation* », Kautsky se méfie par conséquent des foules à la spontanéité brouillonne, vulnérable aux provocations susceptibles de perturber la marche tranquille sur les chemins du pouvoir : « *La masse ne peut réaliser que des actions qui ne durent que quelques heures, et ne peuvent être que des actes de destruction* » ; de sorte que l'action de masse peut vaincre, « *mais ne peut engranger les fruits de la victoire.* » [7]

La controverse sur la grève générale illustre ces réticences. Devant les grèves belges et russes du début du siècle, Rosa Luxemburg a vite compris qu'il y avait là la manifestation d'une énergie sociale capable de bousculer l'inertie conservatrice des appareils. A la différence des bonzes syndicaux, carrément hostiles à ces mouvements spontanés, Kautsky adopte une position médiane, qui oppose la grève générale « *coercitive* » ou offensive (russe ou orientale), à la grève générale simplement « *démonstrative* », ultime recours défensif face à un adversaire qui ne jouerait plus le jeu. Car « *une grève de masse politique - coercitive - et une lutte électorale s'excluent totalement l'une l'autre* ». [8] En l'absence de droits politiques, la grève était en Russie le seul moyen de protestation, et elle représentait en soi une victoire, mais en Allemagne les socialistes disposent d'autres moyens, de sorte que la grève sera « *l'arme ultime qui permet de porter le coup décisif* », le moment venu [9].

Il n'est donc pas étonnant que le terme d'évolution revienne sans cesse dans son propos. Il exprime une inébranlable confiance dans la téléologie historique associée au déterminisme économique : l'agonie catastrophique du capitalisme est « *nécessaire* » et « *inévitabile* ». La Commune de Paris aurait en revanche apporté la preuve que les temps de « *l'anéantissement étaient provisoirement révolus* » [10]. Cette stratégie révolue, dont le terme est emprunté à la grande histoire militaire de Delbrück, pouvait encore valoir là où les transports sont peu développés et où prédomine une grande métropole urbaine. Kautsky reprend ainsi à son compte la fameuse préface d'Engels de 1895 à *La lutte des classes en*

France, pour plaider une « *stratégie d'usure* » correspondant au suffrage universel. Engels n'imagine cependant pas que l'usure puisse dispenser de la lutte finale [11]. En insistant sur la détention par L'Etat moderne d'un monopole sur les armes efficaces et en réfléchissant sur « *l'architecture des villes modernes* », Engels aurait voulu signifier à ses héritiers « *l'impossibilité d'une insurrection armée* » : le temps des « *coups de main* » et « *des révolutions exécutées par des minorités à la tête de masses inconscientes* » était désormais révolu [12]. La masse organisée dispose à présent de ses propres institutions, bien qu'il fût vraisemblablement impossible d'organiser la totalité de la population dans le cadre du mode de production capitaliste.

La référence à la guerre d'usure ou de position, par contraste avec les insurrections de décision rapide, met l'accent sur la dimension de la durée : « *Le sort d'une Révolution sociale ne peut pas être décidé d'un seul coup [...] Les révolutions se préparent dans des luttes politiques et économiques qui durent des dizaines d'années ; elles se poursuivent à travers des alternances, des changements continuels dans la force des classes et des partis, et sont souvent interrompues par de longues périodes de réaction.* » [13] Kautsky est donc bien, avant Gramsci, celui qui introduit le vocabulaire militaire dans le débat du mouvement ouvrier à partir de l'opposition entre guerre d'usure et guerre d'anéantissement : il s'agirait face à l'Etat moderne d'affaiblir, d'user l'adversaire, et de se mettre en situation de légitime défense. Cette stratégie rêve à la possibilité de n'avoir jamais à livrer bataille.

C'est ainsi que la guerre mondiale et le fascisme seront d'abord perçus comme de simples parenthèses (détours ou contretemps) sur la voie rectiligne du progrès, sur son escalier que l'on monte et jamais ne descend, ainsi qu'ironisait déjà Péguy. C'est ce quietisme historique que Walter Benjamin accusa, dans son pathétique testament philosophique, d'avoir endormi la vigilance révolutionnaire face aux périls : « *Rien n'a plus corrompu le mouvement ouvrier allemand que la conviction de nager dans le sens du courant [...]. Dans sa théorie, et plus encore dans sa pratique la social-démocratie a été guidée par une conception du progrès qui ne s'attachait pas au réel mais émettait une prétention dogmatique.* » Ce progrès, « *tel qu'il se peignait dans la cervelle des sociaux-démocrates* », était d'abord un progrès de l'humanité en tant que telle et non simplement de ses connaissances et de ses capacités ; c'était aussi un progrès illimité répondant à un dogme de perfectibilité tout aussi illimitée ; c'était enfin un progrès irrésistible et irréversible inscrit dans « *un temps homogène et vide* ».

Ce que ne précisait pas Benjamin, c'est qu'un reproche comparable pouvait déjà être adressé au mouvement communiste stalinisé et bureaucratisé [14].

Dès la polémique de 1902 autour de *Réforme et Révolution*, Rosa Luxemburg a compris l'enjeu et le danger du conservatisme d'appareil en politique. Elle perçut ensuite la spontanéité ouvrière comme une antidote : « *1905 ouvre une époque nouvelle pour le mouvement ouvrier* » grâce à l'irruption d'un élément nouveau, « *la manifestation de la lutte prolétarienne dans la révolution* ». La grève générale n'est donc pas pour elle un ultime recours défensif, mais l'irruption qui rend pensable une stratégie révolutionnaire. Kautsky lui concède alors la distinction entre « *grève générale russe* » et « *grève générale occidentale* », qui concrétise la différence paradigmatique entre Orient et Occident [15].

Pour Rosa, l'opposition entre guerre d'usure et d'anéantissement est formelle, et l'opposition entre la Russie asiatique et l'Europe parlementaire trop abrupte. Mais, quelque années plus tard, c'est le hollandais Anton Pannekoek qui fait scandale en affirmant qu'il ne s'agit pas de conquérir les pouvoirs publics, ministère après ministère, mais bien de briser l'appareil d'Etat [16]. Ce débat rebondit, à la lumière du traumatisme d'août 14, par un article de Boukharine accueilli dans un premier temps avec incrédulité par Lénine [17]. Pannekoek insiste sur l'époque de l'impérialisme, sur l'importance de la course aux armements, sur la montée de la pression fiscale qui rejettent la classe ouvrière à la défensive. Il souligne la supériorité culturelle et organisationnelle des classes dominantes par le biais de la maîtrise du pouvoir d'Etat, alors que, « *dans son être même, l'organisation du prolétariat est quelque chose d'intellectuel qui représente un total bouleversement de l'identité des travailleurs.* » [18] L'élimination de la domination de classe n'est donc possible que « *parce qu'existe un pouvoir populaire permanent, qui se construit pas à pas et de façon inexorable, jusqu'au point où sa force sera telle qu'il écrasera le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie et le dissoudra dans le néant* ». Avant, il suffisait qu'une partie des classes populaires « *s'ameute dans la capitale* », désormais une minorité agissante peut entraîner des secteurs de plus en plus large, mais Kautsky ignore la composition sociale spécifique des classes modernes, ce qui le conduit, en érigeant en système la « *vieille tactique éprouvée* », à développer une théorie de « *l'expectative passive* » et du « *radicalisme passif* » opposés à l'activité révolutionnaire.

Kautsky lui répond que, dans un contexte de montée des conflits, « *l'élément cataclysmique de la situation* » réside dans la combinaison de l'action d'un prolétariat organisé avec celle des grandes masses inorganisées. Pour Pannekoek, les masses qui étaient naguère encore bourgeoises, sont devenues prolétariennes, mais l'instinct de classe ne va pas toujours dans le bon sens. Il ne dispose cependant pas d'une théorie de l'idéologie, du fétichisme, de la réification, qui lui permettraient de comprendre qu'il n'est d'issue au cercle vicieux de la reproduction du rapport social, que par la rupture avec la temporalité homogène et linéaire, par une pensée des crises et des situations révolutionnaires.

Pour Anton Pannekoek, la nouvelle tactique se limiterait à préconiser que « *la direction du parti organise la révolution* ». Dépassant la controverse entre anarchistes et sociaux-démocrates (ou prétendant le faire), il entend à la fois « *s'emparer du pouvoir d'Etat et le détruire* ». Mais que s'agit-il au juste de détruire ? La centralisation ? Mais la vieille Ligue des communistes de 1848 voulait exactement le contraire... Supprimer l'administration ? Ou plutôt l'élire... ? Et quels ministères supprimer ? Pour Kautsky la question n'est vraiment pas la destruction du pouvoir d'Etat, mais plutôt l'affirmation « *d'une prééminence* » du législatif sur l'exécutif et le judiciaire, et la démocratisation du système électoral par l'élimination des chambres hautes, « *mais jamais, au grand jamais, ce processus ne peut déboucher sur la destruction du pouvoir d'Etat, mais toujours sur un déplacement des rapports de forces au sein du pouvoir d'Etat* » [19]. Contre le « *crétinisme de l'action de masse* », la voie royale reste donc la conquête de la majorité parlementaire.

Pour Pannekoek, au contraire, la Révolution sociale se présentait jusqu'alors comme un but « *à distance inaccessible* ». Le réformisme était absorbé par

l'action syndicale et parlementaire, alors que, « *pour nous, la révolution est un processus qui, dès ses premières phases, permet d'aller de l'avant* ». Dans cette perspective, le parti est un « *transformateur d'énergie* », qui entreprend des actions révolutionnaires [20]. L'erreur de Kautsky, c'est son incapacité à concevoir la transition comme processus dialectique. Il réduit par conséquent le Parti à un rôle de pédagogue qui cultive et organise le prolétariat plus qu'il ne prend d'initiatives : « *Développer l'organisation, enlever toutes les positions que nous pouvons conquérir par nos propres forces, que nous pouvons tenir, étudier l'Etat et la société, éduquer les masses : nous ne pouvons nous assigner et assigner à nos organisations de façon consciente et méthodique d'autres tâches aujourd'hui. Nous pouvons réfléchir sur l'imprévisible, mais nous ne pouvons anticiper sur l'avenir en prenant à l'avance des décisions de caractère tactique* ». [21]

L'esprit d'Erfurt cherchait à réunir le mouvement ouvrier réel et la doctrine socialiste nés séparément : « *Le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre ; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique [...] Or le porteur de la science n'est pas le prolétariat mais les **intellectuels bourgeois*** [souligné par Kautsky] Ainsi donc la conscience socialiste est un élément importé du dehors (von Austen Hineingetragen) dans la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément. » [22] Lénine cite cette page avec approbation. Mais vingt pages plus loin, il la paraphrase en disant tout autre chose : « *La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est à dire de l'extérieur de la lutte économique, de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de toutes les classes et catégories de la population avec l'Etat et le gouvernement, le domaine des rapports de toutes les classes entre elle [...] Pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques, les sociaux-démocrates doivent aller dans toutes les classes de la population, ils doivent envoyer dans toutes les directions des détachements de leur armée...* » [23]. Cette interprétation (très) libre est en effet cohérente avec sa compréhension des spécificités de la lutte politique, irréductible à la seule revendication sociale.

Salué par Trotsky comme « *éclectique de génie* », Jaurès développe sa conception du socialisme en revisitant l'héritage de la Révolution française, mais aussi en écho à la controverse allemande. Principe d'organisation de la société, la république est conçue comme une république sociale jusqu'au bout [24]. Sa thèse latine était déjà consacrée aux rapports entre Etat et propriété. La critique luthérienne de l'usure préfigure à ses yeux la critique socialiste de « *la puissance reproductive de l'argent abandonnée à elle-même* ». Il en résulte un « *socialisme moral* », héritier de la critique chrétienne de l'argent, et une réhabilitation de l'Etat comme contrat rationnel et levier nécessaire de l'émancipation politique : « *Les droits politiques et économiques de chaque citoyen ne se discernent pas en dehors de l'Etat et du contrat social ; donc l'individualisme et le socialisme ne s'opposent pas, mais s'unissent et se concilient.* » [25] Entre socialisme d'Etat et collectivisme, subsiste cependant un abîme : le premier est, en fait, « *un capitalisme d'Etat dans les services publics* », alors que le socialisme est « *l'intervention de la société dans les rapports économiques que crée entre les hommes l'existence de la propriété* » : le collectivisme est donc le seul moyen de « *rétablir et d'universaliser la*

propriété personnelle » dans le cadre de la « *souveraineté économique de la nation* ».

Jaurès adhère ainsi à la perspective de dépérissement de l'Etat, au fur et à mesure que la fonction publique devient « *fonction sociale* ». Il revendique la Constitution de 1793 et considère que tout ce qui, dans les constitutions modernes, s'en éloigne constitue une concession à l'esprit de défiance conservatrice et de privilège où survivent les habitudes monarchiques. Alors que, pour Rosa Luxemburg, la démocratie bourgeoise n'est qu'une « *démocratie imaginaire abstraite* », il se propose de « *greffer la révolution prolétarienne sur la révolution démocratique bourgeoise* ». En bon cartésien, il conçoit « *la méthode socialiste* » comme une méthode scientifique qui « *comprend la loi d'évolution et impose à toute pensée révolutionnaire une longue période préparation économique et politique* ». « Evolutionnaire », autant ou plus que révolutionnaire, le but visé est pour lui toujours préformé, et la transformation sociale présuppose une « *idée préalable de la justice et du droit* », un « *idéal préconçu que poursuit l'humanité* ». Il reproche par conséquent à Blanqui, mais aussi à Marx et à Engels, une conception conspirative, encore bourgeoise, de la révolution, qui maintiendrait le prolétariat dans une situation subalterne. C'est pourquoi le Manifeste du parti communiste appartient encore à « *la période de l'utopie* » : c'est « *chimère d'espérer que le communisme puisse être greffé sur la révolution bourgeoise* ». Il ne souscrit pas pour autant à l'orientation de Bernstein qui lui semble « *dissoudre dans les brumes de l'avenir le but final du socialisme*. » » [26]

Malgré ces critiques, Jaurès reste discret et évasif dans la controverse stratégique. Lors de la polémique sur la participation du socialiste Millerand à un gouvernement bourgeois, il est considéré, avec Kautsky, la question comme tactique, alors que, pour Rosa Luxemburg, l'Etat républicain est la forme pratique de l'hégémonie bourgeoise.]

Révolution dans la révolution

Lors de la controverse allemande, Lénine reste fidèle à l'orthodoxie incarnée par Kautsky, contre le révisionnisme de Bernstein, mais aussi contre le radicalisme de Rosa Luxemburg. Pourtant, sa propre démarche l'engage dans une problématique fort différente, dont il mettra lui-même bien du temps à prendre la mesure. Contre l'économisme qui prédomine dans le socialisme russe naissant, il insiste très tôt sur la nécessité d'une « *ample campagne politique de dénonciation de l'autocratie* ». S'affirme ainsi un primat de la politique contre les limites corporatives d'une vision étroite des intérêts de classe. Il s'agit chez lui d'une idée force dont on retrouvera la logique dans la polémique de 1921 contre l'Opposition ouvrière. Pour affronter le despotisme tsariste au niveau de l'organisation étatique de sa domination, les luttes économiques locales ne suffisent pas, il faut « *un parti pour toute la Russie* ». Sa critique de la spontanéité (« *stikhiinost* », en russe, signifie cependant désorganisation autant que la spontanéité) semble alors s'apparenter aux réticences de Kautsky envers les mouvements de foule improvisés : « *Il est tout à fait possible et historiquement vraisemblable que l'autocratie tombera sous la pression d'une de ces explosions spontanées ou de ces complications inattendues qui la menacent*

sans cesse de tous côtés. Mais à moins de tomber dans l'aventurisme, aucun parti politique ne peut fonder son activité exclusivement sur l'attente de telles explosions et complications. Nous devons suivre notre propre voie, et moins nous spéculerons sur les opportunités imprévisibles, moins il y aura de risque qu'un tournant historique nous prenne au dépourvu. » [27]

Jusqu'à la guerre, Lénine demeure donc un kautskyste apparemment orthodoxe. Il faudra le choc du vote des crédits de guerre (que dans un premier temps il eut du mal à croire) pour qu'il prenne conscience de la fracture qui s'était produite entre sa propre démarche stratégique et l'orientation majoritaire de la II^e Internationale. Dans *La Faillite de la II^e Internationale* la notion de « crise révolutionnaire », mûrie depuis 1905 au fil de ses articles, prend alors toute sa portée. Elle est en rapport logique avec celles de conjoncture et de situation qui singularisent politiquement le moment opportun et brisent la linéarité temporelle du socialisme hors du temps : la lutte a ses propres rythmes ses battements et ses pulsations. C'est donc bien le choc traumatique d'août 14 qui fait sauter à la pensée stratégique de Lénine le pas décisif en donnant leur cohérence à diverses réflexions théoriques : une prise de conscience soudaine de la banqueroute social-démocrate et de ses causes (formation d'une aristocratie ouvrière, conservatisme bureaucratique des appareils, enlisement dans les routines parlementaires ; une élaboration du concept d'impérialisme comme surdétermination mondiale des formations sociales nationales ; un réexamen de la question de l'Etat qui trouvera son aboutissement dans L'Etat et la Révolution ; une redécouverte, consignée dans ses *Cahiers philosophiques*, de la dialectique à la lecture de la *Grande Logique* de Hegel. [28]

C'est dans ce contexte, que Lénine systématise la notion de crise révolutionnaire, qui guidera sa démarche entre février et octobre 17. Elle permet de briser le cercle vicieux de la soumission et rend enfin concevable la prise du pouvoir par une classe soumise à toutes les dominations (y compris idéologique), lorsque se déchire la routine de la reproduction sociale. La description générale est connue : la crise survient quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant ... ; quand ceux d'en bas ne le supportent plus ... ; quand ceux du milieu hésitent et basculent dans le camp de la révolution... Ces trois éléments sont étroitement interdépendants. Une crise révolutionnaire est donc une crise politique, et non le simple prolongement d'une lutte revendicative ou corporative, fût elle purement ouvrière. C'est une « crise nationale » de l'ensemble des rapports sociaux (Lénine y insiste à maintes reprises). Elle est étroitement associée à un autre concept stratégique essentiel, celui de dualité de pouvoir entre deux légitimités antagoniques. Une telle situation n'est concevable que si surgissent des instruments qui commencent à remplir mieux ou autrement des fonctions que le vieil appareil d'Etat paralysé, en voie de dislocation, ne parvient plus à remplir.

Encore faut-il que les formes nouvelles apparaissent, non seulement plus démocratiques, mais plus efficaces pour remplir les fonctions nécessaires à la vie quotidienne de la majorité des populations. La crise nationale implique donc la question de l'hégémonie.

Pour que la crise puisse déboucher sur un dénouement victorieux, il faut encore qu'aux trois éléments énumérés par Lénine, s'en ajoute un quatrième : un projet conscient et une force capable d'initiative - de décision [29]. Le parti n'est plus

alors le pédagogue kautskyen, dont la tâche se limite à rendre consciente l'expérience inconsciente et à éclairer le chemin déjà tracé de l'histoire. Il devient un opérateur stratégique capable de saisir le moment propice, d'organiser s'il le faut une retraite en bon ordre, de prendre l'initiative de la contre-attaque et de passer à l'offensive, de faire la décision en rapport avec les flux et reflux de la lutte des classes. Si la révolution est avant tout un soulèvement social, son sort se décide politiquement et militairement, dans une conjoncture où les heures comptent pour des mois et où les jours valent des années. C'est pourquoi, il faut « *préparer* » (contrairement à ce qu'affirmait Kautsky) la révolution en construisant un collectif capable d'agir dans les situations extrêmes, sans être paralysé à la première épreuve, sans se diviser devant le premier obstacle. Ce qui permet de décider et d'agir, ce n'est pas la simple accumulation passive de forces et la seule bonne éducation des cadres du parti, c'est la qualité des liens tissés avec le mouvement social et la légitimité politique et morale de sa direction. [30]

Une stratégie révolutionnaire axée sur les notions de crise révolutionnaire et de dualité de pouvoir implique donc une conception du parti fort différente de la tradition erfurtienne. Ce parti n'est plus simplement le produit de la croissance sociale et de la maturité du prolétariat. Il agit pour modifier les rapports de forces et nouer les alliances nécessaires. Autrement dit, il fait de la politique. La pensée stratégique de Lénine se distingue ainsi radicalement de la pensée mécanique et gauchiste de la « théorie de l'offensive ». On le vérifiera encore dans le bilan qu'il tirera de l'action désastreuse de mars 1921 en Allemagne, et dans le reproche fait à ses inspirateurs d'avoir interprété « l'actualité de la révolution », non dans un sens épocal, mais dans un sens immédiat et permanent. Ils n'ont plus réfléchi en termes de cycles économiques, de cycles d'expérience, de flux et reflux des luttes (et de la conscience), mais selon une linéarité temporelle, symétrique à celle du réformisme parlementaire à pas de tortue. Le temps était devenu posur eux aussi irréversible que l'accumulation électorale. La stratégie finit alors par se réduire à une offensive permanente hors du temps sur le terrain organisationnel, politique, militaire rejoint une conception évolutionniste du mouvement ouvrier. [31]

Face aux « économistes » qui sont l'objet de la polémique, Lénine cite élogieusement dans *Que Faire ?* un article de Kautsky paru dans la *Neue Zeit* [32] sur le nouveau programme du parti social-démocrate autrichien. Ce texte, s'inscrit dans la stricte logique erfurtienne, de fusion entre la réalité du mouvement ouvrier et la doctrine socialiste : « *Le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre ; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne et malgré tout son désir le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre ; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois [...] et c'est par eux qu'il été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus évolués. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (von Aussen Hineingetragen) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément.* » Kautsky plaide ainsi pour l'autonomie relative de la théorie et

pour le rôle pédagogique du parti, en revendiquant le rapport inégalitaire entre l'enseignant et l'enseigné.

En le citant à témoin de sa propre cause contre les courants économistes de son parti, Lénine se protège derrière une autorité alors incontestée. Trente pages plus loin, il transforme cependant (consciemment ou non) les termes et le sens du texte : « *La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est à dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de toutes les classes et catégories de la population avec l'Etat et le gouvernement, le domaine du rapport de toutes les classes entre elles [...]* Pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques, les social-démocrates doivent aller dans toutes les classes de la population, ils doivent envoyer dans toutes les directions les détachements de leur armée. Si nous avons choisi cette formule anguleuse, si notre langage est acéré et simplifié à dessein, ce n'est nullement pour le plaisir d'énoncer des paradoxes, mais bien pour inciter les "économistes" à penser aux tâches qu'ils dédaignent de façon si impardonnable, à la différence entre la politique trade-unioniste et la politique social-démocrate qu'ils refusent de comprendre. »

Ce passage rappelle clairement le contexte et l'enjeu de la polémique avec les économistes. Paraphrasant Kautsky, et sans nul doute convaincu de lui être fidèle, Lénine dit tout autre chose. Tout d'abord que la conscience politique naît de l'extérieur de la lutte économique, de la seule sphère de la production, et non de l'extérieur de la lutte des classes. Ensuite que la connaissance des rapports sociaux exige, non pas une science monopolisée par les intellectuels, mais la connaissance du rapport réciproque de toutes les classes entre elles et avec l'Etat, autrement dit un point de vue de la totalité des rapports de production, de circulation, de reproduction qui caractérisent le capital. Enfin, que pour produire une telle connaissance, la politique de parti, à la différence de la politique trade-unioniste doit synthétiser l'intervention de ses détachements dans toutes les classes de la population, et non dans la seule enceinte de l'usine.

Il définit ainsi une logique d'hégémonie aux antipodes d'un ouvriérisme ou d'un déterminisme économique étroits. Il s'affirme ainsi comme un authentique penseur de la politique comme art stratégique. Au cours de la séquence cruciale de Février à Octobre 17, cette pensée stratégique donne sa pleine mesure, par sa capacité à épouser les flux et reflux, à déchiffrer les rapports de forces, à saisir le moment favorable de l'action, à varier mots d'ordre, à passer à l'initiative. [33]

L'entre-deux guerres fut une période d'effervescence et d'instabilité, marquée par les répercussions de la révolution russe et par la lutte contre le fascisme. Les grandes controverses qui aboutirent alors à la séparation entre la II^e et la III^e Internationale portaient sur « les leçons d'Octobre », sur la conception de l'Etat et de la démocratie, sur le type de parti révolutionnaire, sur la question coloniale. Au-delà des premières synthèses théoriques et organisationnelles, les implications stratégiques des expériences russe, allemande, italienne, ne furent cependant que partiellement dégagées. [34] Dès le cinquième congrès de l'IC, le bilan de l'échec en 1923 de l'octobre allemand fut hypothéqué par la lutte fractionnelle initiée dès le lendemain de la mort de Lénine. Le débat à peine initié sur les revendications transitoires, le front uni, et le gouvernement ouvrier tourna court. Il se poursuivit cependant par le biais

d'une réflexion isolée de Gramsci ou par les contributions de l'Opposition de gauche.

L'opposition paradigmatique entre Orient et Occident soulignait la différence entre des Etats rétractés autour de leur appareils répressifs, et des Etats aux fortes ramifications dans la société, avec pour corollaire une forte institutionnalisation syndicale et parlementaire du mouvement ouvrier. Il en ressortait que le pouvoir semblait plus difficile à prendre, mais plus facile à garder, en Occident, et qu'il fallait distinguer la portée universelle des leçons d'Octobre de leur spécificité orientale ou russe. Ainsi Trotski envisage-t-il l'éventualité d'un effondrement brutal de l'Etat national, qui laisserait un vide d'où pouvait surgir rapidement une forme alternative de pouvoir. Mais il envisage aussi l'hypothèse d'une crise longue et lente, permettant un apprentissage progressif du pouvoir. Le contrôle ouvrier n'est pas alors réservé, comme le prétendait l'orthodoxie naissante, au moment paroxystique de la dualité de pouvoir. Il pouvait commencer à s'exercer dans des expériences locales. La différence d'approche vaut en général pour les revendications transitoires, les coopératives, etc. L'important, pour Trotski, est d'éviter le fétichisme des formes organisationnelles et des mots d'ordre, détachés des rapports de forces et des situations concrètes.

Les grandes controverses inachevées de l'entre deux guerres tournent donc autour d'une systématisation stratégique des notions de revendications transitoires, de front unique, d'hégémonie. La discussion sur le Programme de l'IC s'engagea dès l'été 1922 en vue du Troisième congrès et se poursuivit jusqu'au cinquième, à la lumière de l'Octobre allemand et de son échec. [35] Elle se cristallisa dans une large mesure sur les « revendications transitoires », censées dépasser la coupure traditionnelle entre programme minimum et programme maximum, et l'antinomie formelle entre réforme et révolution. Il s'agissait d'attribuer aux revendications non plus une valeur intrinsèque, mais une fonction dynamique destinée à modifier les rapports de forces. Leur formulation et leur agencement étaient donc liés à la question du Front uni dans l'action et à son débouché gouvernemental. La formule algébrique de « gouvernement des travailleurs » devait durablement donner lieu aux interprétations les plus diverses et parfois les plus opposées.

La formule du Front unique fut expérimentée avec la « lettre ouverte » de Radek et Paul Lévi en janvier 1921, pour proposer une action commune aux alliés sociaux-démocrates. Devançant le tournant du Troisième congrès de l'IC, elle constitue une sorte d'avant-première. Dans ses « Remarques provisoires » de juillet 1922 « sur la question du programme de l'IC », Radek tente d'en tirer les premières leçons : *« L'époque de la révolution qui, à l'échelle mondiale, durera probablement des décennies, rend impossible, du fait de sa durée même, de s'en tirer par une perspective générale. Cela place les partis communistes face à une série de questions concrètes qu'ils ont jusqu'à présent résolues de façon empirique. Il s'agit des questions économiques et politiques comme, par exemple, l'attitude à l'égard de la défense de la démocratie bourgeoise, l'attitude à l'égard de la politique mondiale du capitalisme [...] Derrière toutes ces questions, se pose le problème du caractère de la phase actuelle de la révolution mondiale, c'est-à-dire la question de savoir si nous devons émettre des revendications transitoires, qui ne sont en aucune façon la concrétisation de la*

dictature du prolétariat comme l'étaient par exemple les revendications concrètes du programme Spartacus, mais des revendications qui doivent porter la classe ouvrière à une lutte qui pourra devenir une lutte pour la dictature du prolétariat. »

Radek récuse en conséquence la séparation entre tactique et principes programmatiques : *« Une telle distinction rigide entre les questions tactiques et les questions de programme était jusqu'alors une caractéristique de l'opportunisme, qui préservait volontiers la propreté du programme pour garder les mains libres d'accomplir des saletés de toutes sortes sur le terrain pratique. »*

Artisan du projet de programme en 1922, mais opposé à l'expérience de la NEP et au tournant du front unique, Boukharine fut converti à la nouvelle orientation après le X^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et après le III^e congrès mondial de l'IC. Il revient alors sur la lutte entre marxisme orthodoxe et marxisme révisionniste allemands pour constater la « totale capitulation » du premier devant le second : *« Nous ne l'avions pas remarqué auparavant, mais aujourd'hui, nous pouvons le constater de façon claire et transparente, et nous pouvons aussi comprendre pourquoi c'est arrivé »*. Il met alors l'accent sur le rôle mal compris de l'Etat, mais continue à minimiser les revendications transitoires, réduites à de simples mots d'ordre provisoires.

Dans son rapport au IV^e congrès, Thalheimer reprend les raisons de la rupture théorique qui s'est produite dans la social-démocratie allemande à propos de la grève de masse : *« Il n'est que de repenser à l'histoire de la Deuxième Internationale et de sa désagrégation pour reconnaître que c'est précisément la séparation entre les questions tactiques et les grands objectifs qui constitue le point de départ de son dérapage opportuniste. »* Cela a commencé par la controverse entre Bernstein et Kautsky sur la tactique, mais *« chemin faisant, ce sont les objectifs finaux qui furent perdus de vue »* : *« La différence spécifique entre nous et les socialistes réformistes ne consiste pas dans le fait que nous voudrions détacher de notre programme les revendications de réformes, quel que soit le nom qu'on leur donne, pour les mettre dans "une chambre séparée", mais dans le fait que nous situons ces revendications transitoires, ces mots d'ordre transitoires, dans la relation la plus étroite avec nos principes et avec nos buts. »*

Pour résoudre la confrontation avec Thalheimer, Lénine, Trotski, Radek, Boukharine, Zinoviev cosignèrent une déclaration conciliante : *« Le débat sur la question de savoir quelle formulation devait être donnée aux revendications transitoires, et surtout quelle place elles devaient occuper dans le programme, a donné l'impression tout à fait fausse qu'il existait des divergences sur les principes mêmes. La délégation russe confirme que l'inclusion des revendications transitoires dans le programme des sections nationales, ainsi que leur formulation générale et leur justification théorique dans la partie générale du programme, ne peuvent être considérées comme entachées d'opportunisme. »*

Cette déclaration œcuménique n'en tranche pas moins le débat dans un sens cohérent avec la démarche de front unique, de conquête de la majorité des masses, opposé aux tentations putschistes révélées par l'action de Mars 21.

Au V^e congrès, Boukharine et Thalheimer font front commun contre le « tournant gauche » et la « bolchevisation » prônés par Zinoviev en réaction à l'échec de l'Octobre allemand. Le rapport de Thalheimer s'efforce de

différencier les situations selon le degré de développement du capitalisme dans les pays respectifs pour envisager leurs conséquences sur la question agraire, sur la question nationale, sur la place des intellectuels. Il aborde pour la première fois le problème du fascisme. Laissée en suspens, la question du programme rebondit à l'approche du VI^e Congrès, mais elle prend la forme d'un manifeste, dont la tournure proclamatoire tend à refouler la discussion stratégique. [36] Gramsci et Trotsky poursuivent parallèlement une réflexion stratégique dont le Programme dit de transition constituera, pour le second, la synthèse provisoire. [37] Ce programme « *doit exprimer les tâches objectives des travailleurs plutôt que refléter leur arriération politique* ». Il ne s'agit donc pas de s'adapter à la mentalité des masses, mais de tracer une perspective à la hauteur de la situation et de ses défis : « *Evidemment, si je fermais les yeux, je pourrais rédiger un beau programme bien rose, que tout le monde accepterait, mais ce programme-là ne correspondrait pas à la situation et le propre d'un programme et d'abord de répondre à la situation objective.* »

Dans sa discussion avec les militants américains, Trotsky insiste : « *Le début du programme n'est pas complet. Le premier chapitre n'est qu'une suggestion et non une expression achevée. La fin du programme n'est pas non plus complète, car nous n'y parlons pas de la révolution sociale, de la prise du pouvoir à travers l'insurrection, de la transformation de la société capitaliste en dictature et de la dictature en société socialiste. Cela mène le lecteur sur le pas de la porte : c'est un programme d'action actuel jusqu'au début de la révolution socialiste [...] Il y a deux dangers dans l'élaboration du programme. Le premier est de s'en tenir à des lignes générales abstraites et de répéter les mots d'ordre généraux sans aucune relation avec les syndicats locaux. C'est la direction du sectarisme abstrait. Le danger opposé consiste à trop s'adapter aux conditions spécifiques et de relâcher la ligne révolutionnaire.* » Il cite pour exemple les réticences, dans les milieux militants américains, sur l'armement des piquets de grève.

Les discussions des années 1920 aboutissent à une clarification relative au niveau des principes. Elles ne délivrent pour autant ni recette programmatique générale, ni modes d'emplois ou discours de la méthode, en dehors de l'analyse concrète des situations concrètes, de l'évaluation précise des rapports de force et niveaux de conscience. Elles restent surtout confuse sur la question gouvernementale et ses rapports aux institutions, ainsi que sur les rapports entre classe, parti, et Etat : l'indépendance des mouvements sociaux et syndicaux envers l'Etat et les partis, ainsi que l'enjeu principal du pluralisme politique ne commenceront en effet à être clarifiés que dans les années trente. [38]

Hypothèses stratégiques

La notion de stratégie révolutionnaire articule une pluralité de temps et d'espaces. Elle combine l'histoire et l'événement, l'acte et le processus, la prise de pouvoir et " la révolution en permanence ". Les révolutions du XX^e siècle permettent de dégager de grandes hypothèses stratégiques.

Celle de la grève générale insurrectionnelle s'inspire de la Commune de Paris et de l'insurrection d'Octobre. Elle implique un affrontement de dénouement rapide avec pour enjeu central la prise de contrôle d'une capitale et des centres du pouvoir étatique. Celle de la guerre populaire prolongée s'inspire des

révolutions chinoise et vietnamienne ; elle implique l'instauration durable d'un double pouvoir territorial et de zones libérées auto-administrées. De la révolution allemande à la révolution nicaraguayenne, en passant par la guerre civile espagnole, les guerres de libération nationale, ou la révolution cubaine, les expériences du XX^e présentent une combinaison variable de ces grandes caractéristiques. Mais toutes les stratégies subversives ont emprunté en les retournant les catégories politiques de la modernité : souveraineté, mais démocratique et populaire ; citoyenneté, mais sociale ; libération territoriale et inter-nationalisme ; guerre, mais guerre populaire. Il n'est donc pas surprenant que la crise du paradigme politique de la modernité trouve son reflet dans la crise des stratégies de subversion, à commencer par le bouleversement de leurs conditions spatio-temporelles.

Henri Lefebvre soutient que le développement des connaissances requiert la mise en œuvre d'hypothèses stratégiques. Elles engagent sans prétendre à une vérité éternelle : tôt ou tard, « *le jeu stratégique se voit déjoué* ». L'espace stratégique est un champ de forces et un jeu de rapports. L'espace de la domination étatique est celui où se déploient des stratégies qui déterminent des lieux à occuper, des cibles à atteindre, des centres de décision à investir. [39]

La question abordée ici se limite à la lutte pour la conquête du pouvoir politique à l'échelle nationale, que nous appellerons « stratégie restreinte » pour la distinguer de la « stratégie élargie » dans le temps et dans l'espace, dont relève la théorie de la révolution permanente. Dans le cadre de la mondialisation, les Etats nationaux sont affaiblis et certains transferts de souveraineté ont lieu au profit d'institutions supranationales. Mais l'échelon national structure juridiquement les rapports de classe, articule un territoire à un Etat, et demeure décisif dans l'échelle mobile des espaces stratégiques. [40]

Les critiques d'une vision « étapiste » du processus révolutionnaire (qui ferait de la prise du pouvoir un « préalable absolu » à toute transformation sociale), sont caricaturales ou ignorantes des débats au sein des mouvements révolutionnaires. Si la question stratégique a parfois pu être résumée par la formule « comment de rien devenir tout ? », c'était pour souligner que la rupture révolutionnaire est un saut périlleux, dont peut profiter un troisième larron (la bureaucratie). Il faut donc la nuancer. Il n'est pas vrai que le prolétariat ne soit rien avant la prise du pouvoir – et il est douteux qu'il doive devenir tout ! Empruntée au chant de l'Internationale, cette alternative du tout et du rien vise seulement à souligner l'asymétrie structurelle entre révolution (politique) bourgeoise et révolution sociale, la première prolongeant des positions de pouvoir, économiques et culturelles, acquises, alors que la seconde doit affronter une domination aussi bien économique, que politique, et culturelle.

Les catégories – du front unique, des revendications transitoires, du gouvernement ouvrier, défendues, chacun à sa manière, par Trotski, Thalheimer, Radek, Clara Zetkin dans les débats programmatiques de l'Internationale communiste jusqu'au 6^e congrès de l'IC visaient précisément à articuler l'événement révolutionnaire à ses conditions de préparation, les réformes à la révolution, le mouvement au but. Les notions d'hégémonie et de « guerre de position » allaient dans le même sens. [41] L'opposition entre l'Orient (où le pouvoir était supposé plus facile à conquérir, mais plus difficile à garder) et l'Occident, relevait de la même préoccupation. Ces démarches s'opposaient à la

théorie fataliste de l'effondrement (*Zusammenbruch Theorie*) défendues à la fin des années 20 par les économistes et idéologues de l'orthodoxie stalinienne naissante. [42]

Contre les visions spontanéistes du processus révolutionnaire et contre l'immobilisme structuraliste, nous avons mis l'accent dans les années 1960 sur le rôle du « facteur subjectif » et sur l'importance, non de modèles, mais d'« hypothèses stratégiques ». Il ne s'agissait pas là d'une coquetterie terminologique. Un modèle, c'est à copier, avec un mode d'emploi. Une hypothèse, c'est un guide pour l'action, nourri des expériences passées, mais ouvert et modifiable à la lumière d'expériences nouvelles et de circonstances inédites. Il ne s'agit pas de spéculations, mais de ce que l'on peut retenir des expériences passées (qui sont le seul matériau disponible), sachant que l'avenir n'est jamais leur simple répétition : les révolutionnaires courent toujours un risque analogue à celui des militaires, dont on dit qu'ils sont toujours en retard d'une guerre.

A partir des événements révolutionnaires du 20^e siècle (la révolution russe et la révolution chinoise, mais aussi la révolution allemande, les fronts populaires, la guerre civile espagnole, la guerre de libération vietnamienne, Mai 68, la révolution portugaise des Œillets, l'Unité populaire et le coup d'Etat au Chili, les révolutions d'Amérique centrale...), deux grandes hypothèses se sont donc dégagées. Elles correspondent à deux grands types de crises, deux formes de double pouvoir, deux modes de dénouement de l'antagonisme de classe.

Dans l'hypothèse de *la grève insurrectionnelle*, la dualité de pouvoir revêt une forme principalement urbaine de type Commune (non seulement la Commune de Paris, mais le Soviet de Petrograd, l'insurrection de Hambourg, l'insurrection de Canton, celles de 36 et 37 à Barcelone...). Deux pouvoirs opposés ne peuvent coexister longtemps sur un espace concentré. Un dénouement rapide s'impose, qui peut déboucher sur un affrontement prolongé : la guerre civile en Russie, la guerre de libération au Vietnam après l'insurrection de 1945.... Dans cette hypothèse, le travail d'organisation des soldats et de démoralisation de l'armée (dans la plupart des cas de conscription) joue un rôle important. [43]

Dans l'hypothèse de *la guerre populaire prolongée*, le double pouvoir revêt une forme plutôt territoriale (de zones libérées et auto-administrées) qui peut coexister conflictuellement plus durablement avec l'ordre établi. Mao en a résumé certaines conditions dans sa brochure de 1927, « Pourquoi le pouvoir rouge peut exister en Chine ? ». L'expérience de la République de Yen-an en a fourni l'illustration dans les années 1930. Alors que, dans la grève générale insurrectionnelle, les organes du pouvoir alternatif sont socialement déterminés par les conditions urbaines (Commune de Paris, soviets, conseils ouvriers, comité des milices de Catalogne, Cordons industriels et commandos communaux au Chili...), dans la guerre populaire, ils se concentrent dans une « armée du peuple » à prédominance paysanne.

Entre ces deux hypothèses épurées, se présente toute une gamme de variantes et de combinaisons intermédiaires. En dépit de sa légende foquiste (simplifiée entre autres par le livre de Debray, *Révolution dans la révolution*), la révolution cubaine articule ainsi le foyer de guérilla, comme noyau de l'armée rebelle, et les tentatives d'organisation syndicale et de grèves générales urbaines à La

Havane et Santiago. La relation entre les deux fut problématique, comme en témoigne la correspondance de Frank País, de Daniel Ramos Latour, du Che lui-même, sur les tensions récurrentes entre « la selva » et « el llano ». [44] Le récit officiel, magnifiant *a posteriori* l'épopée héroïque du Granma et de ses survivants, a pour fonction de renforcer la légitimité du Mouvement du 26 juillet et du groupe castriste dirigeant, au détriment d'une compréhension plus complexe du processus et de ses acteurs. Erigeant la guérilla rurale en modèle, cette version mythifiée de la révolution cubaine a inspiré les expériences des années soixante (au Pérou, au Venezuela, au Nicaragua, en Colombie, en Bolivie). Les morts au combat de De la Puente et Lobaton, de Camillo Torres, de Yon Sosa, de Lucio Cabanas au Mexique, de Marighela et Lamarca au Brésil, l'expédition tragique du Che en Bolivie, le quasi anéantissement des sandinistes en 1967 à Pancasan, le désastre de Teoponte en Bolivie, ont marqué la fin de ce cycle.

Au début des années 1970, l'hypothèse stratégique du PRT argentin et du MIR chilien s'inspirait plutôt de l'exemple vietnamien de la guerre populaire (et, dans le cas du PRT, d'une version mythique de la guerre de libération algérienne). L'histoire du Front sandiniste jusqu'à sa victoire de 1979 sur la dictature somoziste illustre la combinaison de ces différentes orientations. Celle de la tendance « guerre populaire prolongée » (GPP) de Tomas Borge mettait l'accent sur le développement de la guérilla dans la montagne et sur la nécessité d'une longue période d'accumulation graduelle de forces. Celle de la Tendance prolétarienne (dirigée par Jaime Wheelock) insistait sur les effets sociaux du développement capitaliste au Nicaragua et sur le renforcement de la classe ouvrière, en maintenant une perspective d'une accumulation prolongée de forces dans la perspective d'un « moment insurrectionnel ». Celle de la Tendance « tercériste » (des frères Ortega), qui synthétisait les deux autres, a permis d'articuler le front du sud et le soulèvement de Managua.

A posteriori, Humberto Ortega a résumé les divergences en ces termes : « J'appelle politique d'accumulation passive de forces la politique qui consiste à ne pas intervenir dans les conjonctures, à accumuler des forces à froid. Cette passivité se manifestait au niveau des alliances. Il y avait aussi de la passivité dans le fait que nous pensions qu'on pouvait accumuler des armes, s'organiser, réunir des ressources humaines sans combattre l'ennemi, sans faire participer les masses. » [45] Il a aussi reconnu que les circonstances avaient bousculé les plans des uns et des autres : « Nous avons appelé à l'insurrection. Les événements se sont précipités, les conditions objectives ne nous permettaient pas de nous préparer davantage. En fait, nous ne pouvions pas dire non à l'insurrection. Le mouvement des masses a pris une telle ampleur que l'avant-garde était incapable de le diriger. Nous ne pouvions pas nous opposer à ce fleuve ; tout ce que nous pouvions faire, c'était d'entreprendre la tête pour le conduire à peu près et lui donner une direction ». Et de conclure : « Notre stratégie insurrectionnelle a toujours gravité autour des masses et non autour d'un plan militaire. Ceci doit être clair ». L'option stratégique implique en effet un ordonnancement des priorités politiques, des aires d'intervention, des mots d'ordre, et elle détermine la politique d'alliances.

De *Los dias de la selva* à *El trueno en la ciudad*, le récit par Mario Payeras du processus révolutionnaire guatémaltèque marque un retour de la forêt vers la ville, et un changement des rapports entre lutte militaire et lutte politique, ville

et campagne. Dès 1974, *La critique des armes* de Régis Debray enregistrait le bilan et l'évolution des stratégies sur le continent latino-américain depuis la révolution cubaine. En Europe et aux Etats-Unis, les histoires désastreuses de la RAF (fraction armée rouge, plus connue comme « bande Baader-Meinhof ») en [46]46, et autres tentatives de traduire en

« guérilla urbaine » l'expérience de la guérilla rurale, se sont achevées de fait avec les années 1970. Les mouvements armés significatifs qui sont alors parvenus à durer sont ceux qui trouvaient leur base sociale dans des luttes contre l'oppression nationale (en Irlande, ou en Euzkadi). [47]

Les hypothèses stratégiques évoquées ne sont pas réductibles à une orientation militaire. Elles déterminent un ensemble de tâches politiques. Ainsi, la conception du PRT de la révolution argentine comme guerre nationale de libération conduisait à privilégier la construction de l'armée (l'ERP- armée révolutionnaire du peuple) au détriment de l'auto-organisation dans les entreprises et les quartiers. De même, l'orientation du Mir, mettant l'accent, sous l'Unité populaire, sur l'accumulation de forces (et de bases rurales) dans la perspective d'une lutte armée prolongée, conduisait à relativiser l'épreuve de force imposée par le coup d'Etat et à en sous-estimer les conséquences durables. Miguel Enríquez avait pourtant bien saisi, au lendemain du coup d'Etat avorté (« tankazo ») de juin 1973 qui était une répétition générale du coup réussi de septembre, le court moment propice à la formation d'un gouvernement de combat préparant l'épreuve de force.

La victoire sandiniste de 1979 a marqué un nouveau tournant. C'est ce que soutient Mario Payeras. Il affirme qu'au Guatemala (et au Salvador), les mouvements révolutionnaires ne furent dès lors plus confrontés à des dictatures fantoches vermoulues, mais aux conseillers israéliens, taiwanais, états-uniens, et aux stratégies sophistiquées de « basse intensité » et de « contre-insurrection ». Cette asymétrie croissante de la lutte s'est élargie depuis à l'échelle mondiale avec les nouvelles doctrines stratégiques du Pentagone, les nouveaux armements, et la guerre « hors limites » au « terrorisme ». C'est une des raisons (ajoutée aux révélations sur le Goulag stalinien, aux dégâts de la révolution culturelle en Chine, à l'hyperviolence de la tragédie cambodgienne), pour lesquelles la question de la violence révolutionnaire, hier encore perçue comme innocente et libératrice (à travers les épopées du Gramma et du Che, ou à travers les textes de Fanon, de Giap, de Cabral), est devenue aussi épineuse.

On assiste ainsi à certaines recherches tâtonnantes d'une stratégie asymétrique du faible au fort, qui réaliserait la synthèse de Lénine et Gandhi [48], ou s'orienterait carrément vers la non-violence. [49] Depuis la chute du Mur de Berlin, le monde n'est pourtant pas devenu moins violent, et il serait imprudemment angélique de miser désormais sur une hypothétique « voie pacifique » que rien, dans « le siècle des extrêmes », n'est venu valider.

Grève générale insurrectionnelle

L'hypothèse stratégique qui a servi de fil à plomb à la plupart des mouvements révolutionnaires dans les pays développés est celle de la grève générale insurrectionnelle. Elle s'opposait, dans les années soixante et soixante-dix, aux

variantes de maoïsme acclimaté et aux interprétations imaginaires de la Révolution culturelle. C'est de cette hypothèse que nous serions « orphelins ».

Elle aurait eu hier une « fonctionnalité », aujourd'hui perdue.

D'une part, dans des pays aux rapports de classe complexes et de longue tradition parlementaire, une dualité de pouvoir ne saurait surgir soudainement du néant sous forme d'une pyramide des soviets ou des conseils en totale extériorité des institutions existantes. Si tant est qu'une telle vision ait pu avoir cours dans le gauchisme juvénile de 68, elle fut assez vite corrigée. [50] Il est clair, *a fortiori* dans des pays de tradition parlementaire plus que centenaire, où le principe du suffrage universel est solidement établi, qu'on ne saurait imaginer un processus révolutionnaire sans un transfert de légitimité au profit des formes de démocratie directe ou participative, en interférence avec les formes représentatives. Lors de la révolution nicaraguayenne, le fait d'organiser des élections « libres » dans un contexte de guerre civile et d'état de siège pouvait se discuter, mais non le principe de telles élections. Il pouvait en revanche être reproché aux sandinistes la suppression d'un « conseil d'Etat » des mouvements sociaux, qui aurait pu constituer une sorte de deuxième chambre sociale et un pôle de légitimité alternative face au Parlement élu. [51]

Le problème essentiel n'est pas celui des rapports entre démocratie territoriale et démocratie d'entreprise (la Commune, les Soviets, l'assemblée populaire de Setubal en 1975 étaient aussi des structures territoriales), ni même celui des rapports entre démocratie directe et démocratie représentative (toute démocratie est partiellement représentative, et Lénine lui-même n'a jamais soutenu l'idée d'un mandat impératif), mais celui de la formation d'une volonté générale. Le reproche adressé (par les eurocommunistes ou par Norberto Bobbio dans les années 70) à la démocratie de type soviétique visait sa logique corporatiste : une somme (une pyramide) d'intérêts particuliers (de clocher, d'entreprise, de bureau), liés par mandat impératif, ne saurait former une volonté générale. La subsidiarité démocratique a également ses limites : si les habitants d'une vallée s'opposent au passage d'une route, ou une ville à une déchèterie, pour les refiler à la vallée ou à la ville voisine, une forme de centralisation arbitrale apparaît nécessaire pour résoudre les litiges en cherchant, sans garantie d'y parvenir, l'intérêt commun. [52] La médiation des partis (et leur pluralité) sont nécessaires pour dégager des propositions synthétiques à partir de points de vue particuliers.

Une autre objection reproche à la démarche transitoire de s'arrêter au seuil de la question du pouvoir, et de s'en remettre à un improbable *deus ex machina* ou de supposer la question du pouvoir résolue par la déferlante spontanée des masses et l'irruption généralisée de démocratie soviétique. Une discussion sur la formulation des revendications transitoires et sur leur variation en fonction des rapports de forces et des niveaux de conscience est légitime. Mais les questions touchant à la propriété privée des moyens de production, de communication et d'échange y occupent inévitablement une place centrale, qu'il s'agisse d'une pédagogie du service public, de la thématique des biens communs de l'humanité, ou de la question de plus en plus importante de la socialisation des savoirs (opposée à la propriété privée intellectuelle). De même, est-il important d'explorer les formes possibles de socialisation du salaire par le biais de systèmes de protection sociale, pour aller vers le dépérissement du salariat. Enfin, à la marchandisation généralisée, s'opposent les possibilités ouvertes par l'extension

des domaines de gratuité (ou de « démarchandisation ») non seulement aux services mais à certains biens de consommation nécessaires.

La question la plus épineuse d'une démarche transitoire est celle, laissée en jachère par les discussions et les expériences de l'entre-deux guerres, du « gouvernement ouvrier » ou du « gouvernement des travailleurs ». Les débats sur le bilan de la révolution allemande et du gouvernement de Saxe-Thuringe, lors du cinquième congrès de l'Internationale communiste, montrent toute l'ambiguïté non résolue des formules des premiers congrès de l'IC et l'éventail des interprétations auxquelles elles ont pu donner lieu. Dans son rapport devant les délégués de ce congrès, Treint souligne que *« la dictature du prolétariat ne tombe pas du ciel : elle doit avoir un commencement, et le gouvernement ouvrier est synonyme du début de la dictature du prolétariat »*. Il dénonce en revanche *« la saxonnisation »* du front unique : *« L'entrée des communistes dans un gouvernement de coalition avec des pacifistes bourgeois pour empêcher une intervention contre la révolution n'était pas fausse en théorie, mais des gouvernements comme celui du Parti travailliste ou celui du Cartel des gauches font que la démocratie bourgeoise rencontre un écho dans nos propres partis »*.

Dans le débat sur l'activité de l'internationale, Smeral déclare devant ce même congrès : *« Quant aux thèses des communistes tchèques de février 1923 sur le gouvernement ouvrier, nous étions tous convaincus en les rédigeant qu'elles étaient conformes aux décisions du quatrième congrès. Elles ont été adoptées à l'unanimité »*. Mais, ajoute-t-il, *« à quoi pensent les masses quand elles parlent de gouvernement ouvrier ? »* : *« En Angleterre, elles pensent au Parti travailliste, en Allemagne et dans les pays où le capitalisme est en décomposition, le front unique signifie que les communistes et les sociaux-démocrates, au lieu de se combattre quand se déclenche la grève, marchent au coude à coude. Le gouvernement ouvrier a pour ces masses la même signification, et quand on utilise cette formule, elles imaginent un gouvernement d'unité de tous les partis ouvriers »*. Et Smeral de poursuivre : *« En quoi consiste la profonde leçon de l'expérience saxonne ? Avant tout en ceci : on ne peut sauter d'un seul coup à pieds joints sans prendre d'élan. »*

Ruth Fisher lui répond qu'en tant que coalition des partis ouvriers, le gouvernement ouvrier signifierait *« la liquidation de notre parti »*. Mais dans son rapport sur l'échec de l'Octobre allemand, Clara Zetkin affirme inversement : *« A propos du gouvernement ouvrier et paysan, je ne peux accepter la déclaration de Zinoviev selon laquelle il s'agirait d'un simple pseudonyme, un synonyme ou dieu sait quel homonyme, de la dictature du prolétariat. C'était peut-être juste pour la Russie, mais il n'en va pas de même dans les pays où le capitalisme est vigoureusement développé. Là, le gouvernement ouvrier et paysan est l'expression politique d'une situation où la bourgeoisie ne peut déjà plus se maintenir au pouvoir mais où le prolétariat n'est pas encore en condition d'imposer sa dictature »*. Zinoviev définit en effet comme *« objectif élémentaire du gouvernement ouvrier »*, des mesures aussi peu élémentaires que l'armement du prolétariat, le contrôle ouvrier sur la production, la révolution fiscale...

A relire ces interventions, et d'autres encore, il en ressort une impression de grande confusion. Elle traduit une contradiction réelle et révèle un problème non résolu, bien que la question fût posée « à chaud », dans une situation réellement révolutionnaire ou pré-révolutionnaire. Elle ne saurait être réglée par un mode

d'emploi valable en toutes circonstances. Il est cependant possible d'en dégager des critères combinés de participation à une coalition gouvernementale : qu'une telle participation s'inscrive dans une situation de crise et de montée significative de la mobilisation sociale ; que le gouvernement en question s'engage à initier une rupture avec l'ordre établi (par exemple – plus modestement que l'armement exigé par Zinoviev – une réforme agraire radicale, des « incursions despotiques » dans le domaine de la propriété privée, l'abolition des privilèges fiscaux, une rupture avec les institutions – celles de la Cinquième république en France, celles des traités européens ou des pactes militaires...) ; enfin, que le rapport de forces permette aux révolutionnaires, sinon de garantir la tenue des engagements pris par leurs alliés, du moins de leur faire payer au prix fort d'éventuels manquements.

La question du gouvernement ouvrier fait écho à celle de la dictature du prolétariat. Aujourd'hui, ce terme de dictature évoque bien davantage les dictatures militaires ou bureaucratiques du vingtième siècle que la vénérable institution romaine d'un pouvoir d'exception dûment mandaté par le Sénat pour un temps limité. Marx ayant vu dans la Commune de Paris « *la forme enfin trouvée* » de cette dictature, mieux vaut pour être compris évoquer la Commune, les Soviets, les conseils ou l'autogestion, que de s'accrocher à un mot fétiche devenu par l'histoire source de confusion. [53]

On n'en est pas quitte pour autant avec la question de fond soulevée par la formule de Marx et avec l'importance qu'il lui accordait. La dictature du prolétariat évoque généralement l'image d'un régime autoritaire synonyme des dictatures bureaucratiques. Il s'agit au contraire, dans l'esprit de Marx, de la solution démocratique d'un vieux problème grâce à l'exercice, pour la première fois majoritaire, du pouvoir d'exception réservé jusqu'alors à une élite vertueuse ou à un « triumvirat » d'hommes exemplaires. [54] Le terme de dictature s'opposait alors à celui de tyrannie en tant qu'expression de l'arbitraire.

La dictature du prolétariat avait aussi une portée stratégique, souvent évoquée dans les débats autour de son abandon par la plupart des partis (euros)communistes à la fin des années soixante-dix. Pour Marx, il est clair en effet qu'un droit nouveau, exprimant un nouveau rapport social, ne peut naître dans la continuité du droit ancien, par une sorte d'auto-engendrement juridique : « *entre deux droits égaux* » et deux légitimités sociales contraires, « *c'est la force qui tranche* ».

La révolution implique donc, pour les socialistes de la II^e Internationale (y compris pour Kautsky, et pour Blum au congrès de Tours) un passage obligé par la dictature comme forme prolétarienne d'un état d'exception lié à un état de guerre ou de guerre civile. [55] Ce qui permet de pérenniser ces mesures d'urgence, c'est la confusion entre l'exception et la règle ; confusion d'autant plus tenace que la révolution est aussi un processus permanent du point international, et que la question des rapports entre parti, Etat, et conseils ou soviets demeure un point obscur des premiers congrès de l'Internationale communiste. La dictature du prolétariat peut alors être interprétée comme dictature du parti, voire du parti unique, comme le fait Trotski dans *Terrorisme et communisme* : « *On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des soviets celle du Parti [...] Dans cette substitution du pouvoir du Parti au pouvoir de la classe ouvrière, il n'y a rien de fortuit, et même, au fond, il n'y a là aucune substitution. Il est*

*tout à fait naturel qu'à une époque où l'Histoire met à l'ordre du jour la discussion de ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les représentants de la classe ouvrière en sa totalité » [56]. La dictature du prolétariat signifie alors « en substance » – dans le feu de la guerre civile – « la domination immédiate d'une avant-garde révolutionnaire qui s'appuie sur les lourdes masses et qui oblige, quand il le faut, les traînards à se rallier. Cela a trait aussi aux syndicats : après la conquête du pouvoir par le prolétariat, ces syndicats prennent un caractère obligatoire [...] Plus on va, plus les unions comprennent qu'elles sont les organes producteurs de l'Etat soviétique [...] Elles se chargent d'établir la discipline de travail, elles exigent des ouvriers un travail intensif dans les conditions les plus pénibles [...] L'obligation du travail serait impossible sans l'application dans une certaine mesure des méthodes de militarisation du travail. » [57] Il faudra avoir pris toute la mesure des dangers professionnels du pouvoir et de la logique du monopole bureaucratique du pouvoir pour que Trotski en vienne, dans *La Révolution trahie*, à une critique théorique du régime parti unique et à une défense principielle du pluralisme.*

Dans la période de la guerre civile, Lénine reste plus proche de l'esprit de Marx. Face à la résistance désespérée des possédants, la victoire du prolétariat « ne peut être qu'une dictature », mais ce doit être « une dictature démocratique », dont le but est « d'introduire la démocratie de façon totale et conséquente, jusqu'à la proclamation de la république » et « d'extirper les survivances du despotisme asiatique ». [58] Il rappelle notamment que les tâches assignées par Marx à la dictature en 1848 n'impliquaient « rien d'autre que la dictature démocratique révolutionnaire ». Il insiste donc : « En période de guerre civile, tout pouvoir victorieux ne peut être qu'une dictature, mais il peut y avoir une dictature de la minorité sur la majorité, d'un groupuscule policier sur le peuple, et il peut aussi y avoir une dictature de l'immense majorité sur un groupuscule d'opresseurs. » [59] Il définit la dictature comme « un pouvoir qui n'est limité par aucune loi », ou comme « un pouvoir illimité, en dehors de la loi, s'appuyant sur la force au sens le plus direct du mot », ou encore comme « rien d'autre qu'un pouvoir sans aucune limitation, qu'aucune loi, aucune règle ne viennent restreindre, qui s'appuie directement sur la violence ». [60] De telles formules évoquent une dialectique de la force et du droit, et le rôle de la violence comme moment de fondation du droit : « La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi ». [61] Ce pourrait être l'exacte définition de la « dictature souveraine », distinguée par Schmitt de la dictature commissaire. La source du pouvoir n'est pas la loi parlementaire, mais « l'initiative des masses », « un coup de force direct », autrement dit l'exercice d'un pouvoir constituant. [62]

Dans la mesure où la « suppression des classes » suppose celle de l'Etat bourgeois et le renversement de la dictature du capital, « la question de la dictature du prolétariat est la question essentielle du mouvement ouvrier moderne dans tous les pays capitalistes. » [63] C'est dire à quel point, pour Lénine comme pour Marx, cette question « essentielle » porte moins sur les formes institutionnelles et sur la durée du régime d'exception (Lénine va jusqu'à affirmer, fidèle à l'esprit de *L'Etat et la révolution* que cette dictature est un pouvoir « sans aucune police » [64]), que sur la nécessaire rupture de continuité, y compris juridique, entre deux dominations et deux légitimités. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, non seulement la dictature du prolétariat ainsi comprise

n'est pas pour Lénine incompatible avec la perspective du dépérissement de l'Etat, mais elle en est le premier épisode.

P.-S.

* Initialement mis en ligne sur le site du Séminaire Marx.

Notes

[1] Lettre à Marx de février 1851.

[2] Lettre à Freiligrath, 1859.

[3] du 10 février 1882.

[4] Trotski, *Nos tâches politiques*, 1902.

[5] K. Kautsky, *Le programme socialiste*, pp. 130 et 134.

[6] *Ibid.* 217.

[7] Karl Kautsky, « L'action de masse », *Neue Zeit*, , in *La voie occidentale*, Henri Weber éditeur, Paris, PUF. Il y a dans cette défiance répulsive de Kautsky envers la spontanéité et l'improvisation, ou les instincts de la foule des échos qui rappellent *La Psychologie des foules* de Le Bon, ou encore de *La Psychologie des crimes de foules et de masses* de Sighele.

[8] « Entre Bade et Luxembourg », in *Neue Zeit*.

[9] Karl Kautsky, « Une nouvelle stratégie », 1910, in *La voie occidentale, op. cit.*. En revanche, Kautsky reste alors tout à fait orthodoxe en ce qui concerne le programme économique : « Si l'on veut substituer à la propriété privée capitaliste la propriété coopérative des moyens de production », il faut faire un pas de plus que les anars et les libéraux, « il faut aller jusqu'à la suppression de la production marchande » par la réunion en une seule grande coopérative (autrement dit un plan).

[10] Karl Kautsky, « Et maintenant ? », 1910, *La voie occidentale, op. cit.*

[11] Pas plus que la logique de l'hégémonie chez Gramsci n'élimine l'épreuve de force et la rupture révolutionnaires (cf Perry Anderson, *Sur Gramsci*, Paris, PCM).

[12] Karl Kautsky, « L'action des masses », *op cit.*

[13] Karl Kautsky. *Le Programme socialiste, commentaire du programme d'Erfurt, 1892-1898*, ed.

Les bons
caractères, Paris 2004.

[14] Walter Benjamin, *Thèses sur le concept d'Histoire*, thèses XI et XIII.

[15] Distinction banale chez Lénine, Trotski, Radek, Gramsci.

[16] Dans ses articles de 1910 et 1912 dans la *Neue Zeit*.

[17] Voir Marian Sawer, « The Genesis of State and Revolution », *Socialist Register*, 1977.

[18] A. Pannekoek, « Action de masse et révolution », 1912, in *La voie occidentale*, op. cit..

[19] Karl Kautsky, « La nouvelle tactique », 1912, in *La voie occidentale*.

[20] A. Pannekoek,, « Théorie marxiste et tactique révolutionnaire, 1910, *Ibid*.

[21] Karl Kautsky, « L'action de masse », *Ibid*.

[22] *Neue Zeit*, XX, 1, n°3, p. 79, 1901-1902.

[23] Lénine, *Que Faire ?*, éditions Science Marxiste, Paris, 2004, pp 81 et 123.

[24] Bruno Antonini, *Etat et socialisme chez Jean Jaurès*, Paris, L'Harmattan, 2004.

[25] Cité in Antonini, op. cit., p. 71.

[26] *Ibid.*, p. 187.

[27] Lars Lih, *Lenin rediscovered*, HM, Brill, 2005, p. 310.

[28] Voir Michaël Lowy, *De la Grande Logique de Hegel à la gare de Finlande à Petrograd*, in *Paysages de la vérité*, Paris, Anthoropos, 1971.

[29] Voir Daniel Bensaïd, « La politique comme art stratégique », in *Un monde à changer*, Paris, Textuel, 2003..

[30] Lénine revient sur la notion de crise révolutionnaire dans *La Maladie infantile du communisme*.

[31] Voir le bilan de l'insurrection de Reval dans Hans Neuberg, *L'Insurrection armée*, Paris, Maspero, 1970. La conception évolutionniste d'un mouvement ouvrier parcourant, à l'instar de l'humanité, une échelle des âges, de la petite enfance à la maturité, à laquelle correspondraient des formes d'organisation spécifique fut partagée à des degrés divers par Görter, Pannekoek, Bordiga, les dirigeants du KAPD en Allemagne, Zinoviev, Bela Kun et Rakosi dans l'IC.

[32] *Neue Zeit*, 1901-1902, XX, n°3.

[33] Cf. *Les Thèses d'avril, La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, ou encore les télégrammes
comminatoires adressés à la direction depuis son refuge de Finlande pour appeler à
l'insurrection.

[34] Voir Lénine, *Le Rénégat Kautsky* ; les *Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste* (Paris, Maspero, 1968) ; Rosa Luxembourg, *La Révolution russe* ; L. Trotski, *Les Leçons d'octobre...*

[35] Raggioneri, *Studi Storici*, 4, déc 1972, in *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n°22 1977.

[36] Voir Léon Trotski, *L'Internationale communiste après Lénine*, Paris, PUF, 1970.

[37] La discussion avec des membres du SWP, voir « Classique rouge » n°11, *Discussion sur le Programme de transition*, Paris, Maspero, 1972.

[38] Notamment dans Trotski, *La Révolution trahie*.

[39] Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, p. 354. Cf. l'initiative des commandos
d'Amadora en novembre 1975 au Portugal, l'assaut de la Telefonica de Barcelone en mai 1937, la prise du Palais d'Hiver en 1917 en Russie, l'assaut de la Moneda par les putschistes en septembre 1973 au Chili... Ou
encore la tentative d'incendie symbolique de La Bourse en 1968.

[40] Voir *Critique communiste*, n°179 (mars 2006) et 180 (nov. 2006).

[41] Voir le petit livre de Perry Anderson sur *Les antinomies de Gramsci*, Paris, PCM.

[43] Cf. « Classiques rouges », *Crosse en l'air* ; Alain Brossat et JY Potel, *Anthologie de l'antimilitarisme révolutionnaire* (Paris, 10_18) ; *Le procès de Draguignan* (Paris, 10-18, 1976) voir aussi l'expérience des
comités de soldats en France, des SUV au Portugal, et dans une perspective plus conspirative le travail du Mir
dans l'armée chilienne.

[44] Voir le *Journal de Révolution cubaine*, de Carlos Franqui.

[45] « La stratégie de la victoire », interview à Martha Harnecker. Interrogé sur la date de l'appel à l'insurrection,
Ortega répond : « *Parce qu'il se présentait toute une série de conditions objectives toujours plus favorables : la crise économique, la dévaluation monétaire, la crise politique. Et parce qu'après les événements de septembre nous avons compris qu'il était nécessaire de conjuguer en même temps et dans un même espace stratégique le*

soulèvement des masses au niveau national, l'offensive des forces militaires du front et la grève nationale dans laquelle était engagé ou qu'approuvait de fait le patronat. Si nous n'avions pas conjugué ces trois facteurs stratégiques en un même temps et en un même espace stratégique, la victoire n'aurait pas été possible. On avait appelé plusieurs fois à la grève nationale, mais sans la conjuguer avec l'offensive des masses. Les masses s'étaient déjà soulevées, mais sans que cela soit conjugué avec la grève et alors que la capacité militaire de l'avant-garde était trop faible. Et l'avant-garde avait déjà porté des coups à l'ennemi mais sans que les deux autres facteurs soient présents ».

[46] Sans parler de l'éphémère tragi-comédie de la Gauche prolétarienne en France - et des thèses de July/Geismar dans leur inoubliable *Vers la guerre civile*.

[47] Voir *Dissidences, Révolution, Lutte armée et Terrorisme*, volume 1, L'Harmattan 2006.

[48] C'est le thème de textes récents d'Etienne Balibar.

[49] Le débat sur la non-violence dans la revue théorique (Alternative) de Rifondazione comunista n'est pas sans rapport avec son cours actuel.

[50] Voir Ernest Mandel notamment, dans ses polémiques contre les thèses eurocommunistes. Voir son livre sur l'eurocommunisme dans la petite collection Maspero, sa réponse à Althusser et Ellenstein (La Brèche) et surtout son interview dans *Critique communiste* en 1978.

[51] A une échelle plus modeste, il serait utile de revenir sur la dialectique entre l'institution municipale élue au suffrage universel et les comités du budget participatif de Porto Alegre.

[52] L'expérience du budget participatif à l'échelle de l'Etat du Rio Grande do Sul offre des exemples concrets d'attribution de crédits, de hiérarchie de priorités, de répartition territoriale d'équipements collectifs, etc.

[53] La Commune, disait Millière, n'est pas une Assemblée constituante, mais un conseil de guerre. Elle ne doit avoir qu'une loi, « celle du salut public ». L. Trotsky poursuit : « *La Commune a été la négation vivante de la démo formelle, car, dans son développement, elle a marqué la dictature du Paris ouvrier sur la nation paysanne.* »

[54] Voir Alessandro Galante Garrone, *Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du XIX^e siècle*, Paris, Champ

Libre.

[55] Pour Trotski il est « *évident* » que si la révolution s'assigne pour tâche l'abolition de la propriété individuelle,
« *il n'est pas d'autre moyen que de réaliser la concentration de tous les pouvoirs de l'Etat entre les mains du prolétariat, la création d'un régime d'exception pendant la durée duquel la classe gouvernante ne se laisserait pas guider par l'observation de normes calculées pour un temps très long, mais par des considérations révolutionnaires en conformité au but... La dictature est indispensable parce qu'il s'agit non d'un changement d'un caractère privé, mais de l'existence même de la bourgeoisie. Sur cette base, nul accord n'est possible... Reniant la dictature révolutionnaire, Kautsky délaie la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat dans celle de la conquête d'une majorité au cours d'une prochaine campagne électorale... Le fétichisme de la majorité parlementaire n'implique pas seulement le reniement brutal de la ddp, mais aussi celui du marxisme et de la révolution en général* » (Trotski, *Terrorisme et communisme*, UGE 10/18, 1963, p. 46/47). Trotski se prononce contre la peine de mort infligée par des cours martiales, mais en exécutant des conspirateurs contre-révolutionnaires, il affirme agir « *conformément aux lois de la guerre* » (*Ibid.*, p. 105).

[56] L. Trotski, *Terrorisme et Communisme*, op. cit., p. 170.

[57] *Ibid.*, p. 173.

[58] Maurice Andreu : *L'Internationale communiste contre le capital*, Paris, Actuel Marx, PUF, 2004 ;
Lénine : *La Dictature du Prolétariat*, Paris, UGE 10/18, 1970, p. 105.

[59] *Ibid.* p. 129.

[60] *Ibid.*, p. 131/133.

[61] *Ibid.*, p. 279.

[62] *Ibid.*, p.. 185.

[63] *Ibid.*, p. 436.

[64] *Ibid.*, p. 133.